



NATIONS UNIES

ASSEMBLEE
GENERALE



Distr.
GENERALE
A/33/201
26 juillet 1978
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS/RUSSE

Trente-troisième session
Point 50 de l'ordre du jour provisoire*

APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT DE
LA SECURITE INTERNATIONALE

Lettre datée du 26 juillet 1978, adressée au Secrétaire général
par le Chargé d'affaires par intérim de la Mission permanente
de Bulgarie auprès de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint le texte d'une déclaration du Ministère des affaires étrangères de la République populaire de Bulgarie intitulée "Pour un développement multilatéral des relations bulgaro-yougoslaves", en date du 24 juillet 1978.

Je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de cette déclaration comme document officiel de l'Assemblée générale au titre du point 50 de l'ordre du jour provisoire.

Le Chargé d'affaires de la
Mission permanente de la République
populaire de Bulgarie auprès de
l'Organisation des Nations Unies,
(Signé) Konstantin KOLEV

* A/33/150.

Annexe

DECLARATION DU MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES DE LA
REPUBLIQUE POPULAIRE DE BULGARIE

POUR UN DEVELOPPEMENT MULTILATERAL DES
RELATIONS BULGARO-YOUGOSLAVES

/...

POUR UN DEVELOPPEMENT MULTILATERAL DES RELATIONS
BULGARO-YOUGOSLAVES

Déclaration du Ministère des affaires étrangères de
la République populaire de Bulgarie

Dans les efforts conséquents et infatigables du parti communiste bulgare et de la République populaire de Bulgarie pour approfondir encore davantage le processus de détente internationale et lui imprimer un caractère irréversible, pour renforcer la paix et la sécurité et développer une coopération ample et mutuellement avantageuse entre les Etats dans une atmosphère d'entente et de confiance, une place importante est réservée à la politique que nous menons à l'égard de notre voisine occidentale la République fédérative socialiste de Yougoslavie.

Dans le compte rendu présenté au XIe Congrès du parti communiste bulgare, le camarade Todor Jivkov a signalé :

"Nous suivons infailliblement une ligne d'amitié et de développement des relations avec la République fédérative socialiste de Yougoslavie. Grâce aux efforts voués, un progrès a été réalisé dans les rapports politiques, dans la coopération économique, dans les relations culturelles. Nous attribuons une grande importance à l'activation des relations entre le parti communiste bulgare et la Ligue des communistes yougoslaves et nous ferons tout ce qui dépend de nous pour développer l'amitié entre les deux pays."

La politique du parti communiste bulgare et de la République populaire de Bulgarie visant au développement multilatéral et au renforcement des relations et de la coopération avec la République fédérative socialiste de Yougoslavie répond aux intérêts et aux aspirations durables et communes du peuple bulgare et des peuples yougoslaves dans leur lutte pour la libération nationale et sociale dans le passé, dans la lutte pour la paix et le socialisme aujourd'hui. Cette politique, argumentée maintes fois, d'une manière claire et compétente dans des documents et des déclarations officielles des plus responsables dirigeants bulgares, est confirmée d'une manière convaincante par des actes pratiques quotidiens orientés vers le développement intégral des relations bilatérales.

Contrairement aux faits évidents et universellement connus, cette politique conséquente et de principe est présentée systématiquement, des années durant, sous une fausse lumière. Malheureusement, il est de plus en plus fréquent que des institutions officielles et des personnalités responsables de la République fédérative socialiste de Yougoslavie nourrissent une telle altération ou en sont les initiateurs. Et tout ceci dans l'atmosphère d'une campagne massive déchaînée dans les médias yougoslaves contre le parti communiste bulgare et la République populaire de Bulgarie, contre le peuple bulgare et la direction du parti et de l'Etat bulgares.

Des accusations et des prétentions mal fondées ont été adressées contre le parti communiste bulgare et la République populaire de Bulgarie de la tribune du XIe Congrès de la Ligue des communistes yougoslaves, tenu récemment, et ont été même incluses dans des documents du Congrès déterminant la politique de la Ligue des communistes yougoslaves. Des assertions arbitraires qui altèrent les positions et la politique de la partie bulgare sur les questions dites en suspens, sont formulées aussi dans la déclaration du Secrétariat fédératif aux affaires étrangères de la République fédérative socialiste de Yougoslavie du 29 juin 1978 rendue publique au sujet du discours de Todor Jivkov, président du Conseil d'Etat de la République populaire de Bulgarie, prononcée le 15 juin cette année à Blagoevgrade.

La partie bulgare n'a pas répondu à cette attitude provocatrice, convaincue que les problèmes difficiles et compliqués ne doivent être discutés et résolus que par la voie du dialogue calme, amical, mené d'égal à égal. Vu cette situation, lorsque l'opinion mondiale est informée d'une manière injuste et tendancieuse des positions du parti communiste bulgare et de la République populaire de Bulgarie, il est indispensable qu'on fasse connaître à l'opinion publique nos positions sur les problèmes cardinaux des relations bulgare-yougoslaves.

* * *

La politique que le parti communiste bulgare et la République populaire de Bulgarie suivent infailliblement est orientée vers le développement multilatéral de la coopération avec la Ligue des communistes yougoslaves et la République fédérative socialiste de Yougoslavie. Ses principes fondamentaux et inaltérables sont l'égalité absolue de droits, la non-ingérence dans les affaires intérieures, le profit mutuel et le respect de l'intégrité territoriale.

Le régime socialiste, les idéaux communistes communs des deux partis, l'unité ou la similitude des vues sur les problèmes fondamentaux de la vie internationale d'une part, et la proximité géographique et culturelle entre le peuple bulgare et les peuples yougoslaves d'une autre part, constituent une base solide et objective pour l'existence de relations entre la Bulgarie et la Yougoslavie qui soient un exemple de bon voisinage.

Dans la ligne de principe du parti communiste bulgare à l'égard de la Ligue des communistes yougoslaves, de la Yougoslavie socialiste, des peuples yougoslaves, il n'a pas eu et il n'y a pas de vacillations. C'est une ligne de solidarité communiste, une ligne d'appui aux conquêtes socialistes des travailleurs yougoslaves, une ligne de développement d'une coopération mutuellement avantageuse dans la réalisation des objectifs communs liés à l'édification du socialisme. C'est une ligne de déracinement des préjugés, de la méfiance et des autres stratifications du passé bourgeois, une ligne de principe et de classe.

C'est un fait, qu'en dehors de ce qui rapproche profondément et logiquement les deux partis et les deux pays, il existe entre eux certaines divergences, dues aux conditions nationales spécifiques. Il existe aussi des difficultés et des problèmes non résolus, hérités de l'histoire.

/...

L'attitude envers ces divergences est une question d'une importance toute particulière. C'est là une grande question de principe et sa juste interprétation déterminera dans une grande mesure les perspectives des relations bilatérales.

Sans sous-estimer l'importance ou la complexité de ces questions, comme a déclaré le camarade Todor Jivkov, nous nous en tenons en même temps à la conception que dans les relations entre Etats - à plus forte raison quand ces Etats sont socialistes - il n'y a qu'une seule voie, une seule façon de surmonter les difficultés qui surgissent.

Cette voie est de s'appuyer sur l'élément essentiel qui nous unit de façon durable et logique, notamment notre intérêt commun d'édifier le socialisme en coopération étroite, dans des conditions de paix et d'amitié. Seul le développement des relations sur cette base, seul le processus de leur extension et de leur approfondissement continus permettraient de résoudre avec succès les problèmes dits en suspens - dans un esprit de réalisme et de respect mutuel, par la voie du dialogue entre camarades, du strict respect des principes de l'égalité de droits, de la non-ingérence dans les affaires intérieures, du profit mutuel et du respect de l'intégrité territoriale.

Mus précisément par ces principes, le parti communiste bulgare et la République populaire de Bulgarie font des efforts conséquents pour le développement multi-latéral de la coopération avec la Ligue des communistes yougoslaves et la République fédérative socialiste de Yougoslavie.

On peut constater avec satisfaction qu'un progrès réel a été réalisé ces dernières années dans le développement de la coopération mutuellement avantageuse entre les deux pays. Le renouvellement et l'activation des relations et de l'échange entre le parti communiste bulgare et la Ligue des communistes yougoslaves revêtent une importance toute particulière. Les contacts officiels et les contacts entre les organisations socio-politiques s'élargissent aussi. Un progrès important a été réalisé dans le développement de la coopération commerciale, économique et scientifico-technique. Le volume des échanges commerciaux entre les deux pays double tous les cinq ans. Les accords de spécialisation et de coopération industrielle dans le domaine de la production constituent un fait positif. Les initiatives sur lesquelles les deux pays se sont accordés dans le cadre de l'échange dans certains domaines de la culture, de la science et de l'enseignement, sont elles aussi concrétisées.

En même temps, vu les conditions objectives dans les deux pays socialistes voisins et leurs intérêts mutuels, il est possible et nécessaire que le développement de la coopération bulgare-yougoslave soit porté à une nouvelle étape supérieure.

Guidée par cette conception, la partie bulgare a maintes fois proposé officiellement que soit élaboré conjointement un programme complexe intégral d'initiatives visant au développement de la coopération entre la République populaire de Bulgarie et la République fédérative socialiste de Yougoslavie dans toutes les sphères - politique, économique, culturelle, et à tous les niveaux - du parti, de

/...

l'Etat et social. Les propositions faites par la partie bulgare prévoient plus particulièrement les orientations suivantes de développement des relations bulgare-yougoslaves qui doivent servir de base pour l'élaboration d'un programme complexe de ce genre.

Dans la sphère politique :

- Elargir, en premier lieu, la coopération entre le parti communiste bulgare et la Ligue des communistes yougoslaves, échanger des vues et une expérience entre les comités centraux;

- Elargir les contacts entre les gouvernements, les parlements, les organisations socio-politiques et les organisations de masse;

- Développer une coopération directe entre les administrations, les instituts, les organisations, les entreprises et les villes jumelées;

- Elargir les rapports entre la population des régions frontalières.

Dans la sphère de la politique extérieure et des relations internationales :

- Echanger des vues et procéder à des consultations entre les comités centraux du parti communiste bulgare et la Ligue des communistes yougoslaves et entre les ministères des affaires étrangères sur des problèmes actuels de la situation internationale et du mouvement communiste et ouvrier international qui présentent un intérêt commun;

- Développer la coopération entre les représentants des deux pays aux organisations et aux forums internationaux.

Dans la sphère économique :

- Déployer les formes les plus modernes de coopération économique en vue de concrétiser l'Accord à long terme de collaboration économique, scientifique et technique, de coopération et de spécialisation dans la production et, sur cette base, accroître les échanges commerciaux;

- Coordonner les plans économiques nationaux et résoudre conjointement les problèmes économiques importants présentant un intérêt commun;

- Développer la coopération dans le domaine des communications, des transports, de la construction de routes, de la connexion des systèmes énergétiques;

- Participer conjointement aux échanges sur les marchés de pays tiers;

- Développer la coopération dans le domaine de la protection du milieu environnant;

- Etendre le tourisme;

- Accroître les échanges commerciaux frontaliers.

Dans la sphère de la coopération culturelle :

- Développer les relations et les échanges entre les administrations et les instituts scientifiques, culturels et d'instruction, entre les académies des sciences, les universités et les unions créatrices;

- Réaliser conjointement des élaborations et des recherches scientifiques fondamentales et appliquées;

- Echanger des formations artistiques, des expositions, des films, etc.;

- Elargir la coopération dans le domaine de la presse, de la radio et de la télévision qui, moyennant une information bienveillante et objective sur les deux pays, puissent contribuer au renforcement du respect mutuel et de l'amitié entre le peuple bulgare et les peuples yougoslaves.

Comme dans le passé, la partie bulgare est prête, aujourd'hui aussi, à procéder immédiatement à la mise au point et à l'accomplissement d'un tel programme complexe. Sa réalisation dans la vie contribuerait sans aucun doute aussi à la création de l'atmosphère la plus favorable dans laquelle on cherchera et on trouvera des solutions mutuellement acceptables aux difficultés et aux problèmes existant dans les relations bulgare-yougoslaves.

Quelle est la conception de la partie bulgare sur l'essentiel de ces difficultés et problèmes?

Les difficultés principales qui surgissent sur le chemin du développement des relations bilatérales découlent, on le sait, du fait que la partie yougoslave prétend qu'il existe une ainsi-dite minorité nationale macédonienne dans la République populaire de Bulgarie.

La position de la partie bulgare vis-à-vis de ces prétentions contient trois aspects de principe qui déterminent son essentiel.

- En voici le premier - qui est-ce qui a le droit et la compétence de déterminer la composition nationale d'un pays donné, la conscience nationale de son peuple ou d'une partie de son peuple?

En tant que pays socialiste, dans sa politique concernant le problème national, la République populaire de Bulgarie est mue par les principes fondamentaux de la doctrine marxiste-léniniste. D'une part, ces principes fondamentaux comprennent l'exigence d'assurer une manifestation volontaire et libre de la conscience nationale de la population et des droits égaux pour tous les citoyens indépendamment de leur origine ou appartenance nationale, la suppression des privilèges nationaux quels qu'ils soient. D'une autre part, ils comprennent l'exigence d'un rapprochement multilatéral et d'une cohésion des travailleurs de toutes les nationalités dans la lutte pour le triomphe des objectifs et des intérêts communs - l'édification du socialisme et du communisme.

/...

Le parti communiste bulgare applique ces principes du marxisme-léninisme en les interprétant dans leur unité dialectique, dans leur intégrité et indivisibilité, conformément à la conception selon laquelle il est aussi erroné de sous-estimer le rôle du national et du spécifique dans les conditions du socialisme, que le rôle de l'international. Il est particulièrement dangeureux de joindre sa voix au nationalisme, de pousser l'élément national au-dessus de tout le reste et de négliger le critère principal, notamment le critère social et de classe.

Le problème national en Bulgarie a été résolu sur la base de la mise en application conséquente et intégrale justement des exigences marxistes-léninistes fondamentales susmentionnées, de conformité avec la volonté des citoyens bulgares manifestée librement et démocratiquement. Une expression juridique suprême en est la Constitution de la République populaire de Bulgarie, approuvée par un référendum libre de tout le peuple en 1971.

Les réalités nationales en Bulgarie se sont formées au cours du processus historique par les conditions économiques, sociales et culturelles du pays et sont manifestées dans les conditions d'un respect strict du droit inviolable de chaque citoyen à décider seul de son appartenance nationale dans les conditions d'une égalité absolue des droits et d'un manque de discrimination quelle qu'elle soit. Or, la question relative à la composition nationale de la population en Bulgarie est résolue par ceux qui sont les seuls à avoir ce droit souverain - les citoyens de la République populaire de Bulgarie.

Vu ceci, tenter de déterminer du dehors l'appartenance nationale d'une partie de la population bulgare et prétendre au droit de tutelle sur celle-ci, pour quelque motif que ce soit, ne pourrait être considéré que comme une ingérence dans nos affaires intérieures. Evidemment ceci est en contradiction non seulement avec les principes du marxisme-léninisme, mais encore avec les principes du respect de la souveraineté et de l'indépendance approuvés par tout le monde, principes que tout Etat, y compris la Yougoslavie, tient - et de plein droit - à ce qu'on les observe à son égard. La République populaire de Bulgarie s'appuie fermement sur ces principes, confirmés solennellement aussi dans l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe; elle ne s'est pas ingérée et n'a pas non plus l'intention de s'ingérer dans les affaires intérieures de qui que ce soit. Et elle est dans son droit de s'attendre à ce qu'on la traite de la même façon.

La seconde question de principe concerne la population du département de Blagoevgrade. Ce n'est un secret pour personne que lorsqu'on prétend, dans la République fédérative socialiste de Yougoslavie, qu'il existe une "minorité nationale macédonienne" en Bulgarie, c'est précisément la population de ce département qu'on a en vue. On ne peut pas trouver justification à ces prétentions ni dans les faits historiques, ni dans les réalités objectives existantes.

Pour donner une réponse juste et objective à la question relative au caractère national de la population de la région de Pirin, d'une part il faut prendre en considération la réalité actuelle - la volonté de la population elle-même et,

/...

d'une autre part, étudier l'histoire de cette population, les processus sociaux, économiques, politiques, culturels et idéologiques qui s'y sont produits, analyser les faits relatifs à la formation et au développement de la nation bulgare.

La nation est le produit de l'époque bourgeoise, de la transition du régime social féodal au régime social capitaliste et c'est là une vérité universellement connue. La nation se forme ordinairement en tant qu'évolution d'une nationalité existant déjà depuis des siècles et, dans des cas plus rares, comme résultat de la division d'une nationalité ou comme résultat de l'union de plusieurs nationalités. Il est possible, bien entendu, que plus tard de nouvelles nations se forment comme résultat de la division d'une nation qui jusqu'à ce moment a été déjà créée, de la formation de deux Etats, etc.

La science historique, aussi bien la science bulgare que la science mondiale, a défini d'une manière ferme et indubitable que la nation bulgare a été créée sur la base de la nationalité bulgare, formée pendant les siècles IX et X en Mysie, Dobroudja, Thrace et Macédoine. En même temps qu'apparaissaient les relations capitalistes dans l'Empire ottoman, dans la deuxième moitié du XVIIIe et au XIXe siècle, a commencé le processus de formation de la nation bulgare. Ce processus s'est réalisé dans les conditions d'une domination étrangère. Il a trouvé son expression aussi dans l'apparition et le développement de l'église nationale bulgare, dans la fondation d'écoles nationales bulgares, dans le mouvement pour un Etat bulgare indépendant.

Il n'y a pas de données témoignant de l'existence d'une nationalité macédonienne ni d'un système étatique macédonien à l'époque du Moyen-âge, ni de l'existence d'une nation macédonienne à l'époque de la Renaissance. Les documents historiques témoignent incontestablement que les Bulgares de Macédoine étaient parmi les plus actifs dans la formation de la nation bulgare.

Ils participent le plus activement aux luttes politiques, culturelles, d'instruction et d'église du peuple bulgare. Cette région, par exemple, a donné le jour à Paissi do Hilendar, père de la renaissance bulgare. Personne, ni en Bulgarie, ni dans les autres pays, quels qu'ils soient ne pourrait s'imaginer la renaissance bulgare sans Paissi do Hilendar, sans son "Histoire des Slaves et Bulgares". Des militants éminents de la renaissance, dont les frères Miladinov, Grigor Parlitchev, Raiko Jinsifov, Yordan Hadji Constantinov, Kiril Peitchinovitch et autres qui se sont sentis et se sont dits Bulgares, y sont nés, y ont vécu et travaillé. Le caractère ethnique bulgare de la population slave de Macédoine à cette époque-là est illustré par nombre de statistiques turques, serbes, grecques, roumaines et françaises et a été confirmé par des savants éminents de l'Europe occidentale et de Serbie, par les consuls des grandes puissances de l'époque, etc.

Contester tout ceci signifie faire preuve d'une négligence envers la manifestation de la conscience nationale de la population pendant cette période-là, violer les faits et les documents historiques. Aucun savant sérieux et consciencieux,

quel que soit son pays, ne peut admettre une négligence vis-à-vis de ces faits et documents, ni les falsifier sans gêne. Il n'y a pas de citoyen bulgare qui puisse se mettre d'accord avec l'altération de l'histoire nationale du peuple bulgare, ni avec l'usurpation de son héritage historique et culturel.

Le Ministère des affaires étrangères souligne de la manière la plus responsable que ces conceptions relatives au passé historique du peuple bulgare sont citées ici uniquement pour prouver l'inconsistance absolue des prétentions à une "minorité nationale macédonienne" en Bulgarie. Il est tout à fait illégal d'attribuer à l'analyse scientifique, précisément à l'analyse scientifique de ces questions, une importance politique actuelle et de faire, sur cette base, des insinuations sur la politique du parti communiste bulgare et de la Bulgarie socialiste. Il est aussi arbitraire et irresponsable de faire des analogies, quelles qu'elles soient, avec la politique de la bourgeoisie bulgare, d'accuser la République populaire de Bulgarie de ne pas admettre ni reconnaître les réalités existantes dans la République socialiste de Macédoine, d'avoir des prétentions à l'égard de la République fédérative socialiste de Yougoslavie.

L'attitude du parti communiste bulgare et de la Bulgarie socialiste vis-à-vis de la politique antipopulaire de la bourgeoisie bulgare est un fait bien connu. Le parti communiste bulgare a toujours condamné et condamne sans compromis cette politique. Personne n'a lutté d'une manière aussi conséquente contre la politique chauvine de la bourgeoisie bulgare aspirant à une grande Bulgarie, comme l'a fait le parti communiste bulgare. Mue par ses intérêts égoïstes de classe, la bourgeoisie bulgare pratiquait une politique antipopulaire dans les Balkans et s'est transformée en instrument des intérêts impérialistes étrangers. En fin de compte, ceci l'amena à une alliance avec l'Allemagne hitlérienne lors de la deuxième guerre mondiale, à des violences de la part des autorités monarcho-fascistes sur les peuples yougoslaves en lutte.

La population macédonienne de la région du fleuve Vardar menait, avec les autres peuples yougoslaves, une lutte héroïque contre l'occupation fasciste. Le succès de la lutte de libération nationale et le triomphe de la révolution socialiste en Yougoslavie ont conditionné la formation de la République populaire de Macédoine. La République populaire de Bulgarie félicite les succès de la République socialiste de Macédoine enregistrés sur la voie de la construction socialiste et se déclare prête à développer avec elle une coopération d'une large portée.

Observant strictement le principe de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays, la République populaire de Bulgarie a maintes fois déclaré, et déclare une fois de plus, qu'elle reconnaît les réalités existant dans la République fédérative socialiste de Yougoslavie. Ces réalités sont réglementées par la Constitution et par d'autres lois intérieures de la République fédérative socialiste de Yougoslavie. Quelles sont les nations et les nationalités qui existent sur le territoire de la Yougoslavie - c'est là une question purement

intérieure, une question qui concerne les peuples de ce pays. Nous ne nous sommes jamais ingérés et nous n'avons aucune intention de nous ingérer à l'avenir dans la définition des réalités existantes, tant en Yougoslavie, que dans tous les autres pays voisins. La seule chose que nous n'admettons pas et avec laquelle nous ne pouvons pas nous mettre d'accord c'est que la formation de la nation macédonienne se fasse sur une base antibulgare, en falsifiant des faits historiques universellement connus et en attisant une hostilité nationale envers le parti communiste bulgare, la République populaire de Bulgarie et le peuple bulgare.

Edifiant son attitude à l'égard des questions dites en suspens sur le principe de la reconnaissance et du respect mutuels des réalités existantes, la partie bulgare a, de son côté, toutes les raisons et est dans son droit de s'attendre à ce que cette attitude réaliste de reconnaissance et de respect des réalités dans le département de Blagoevgrade soit adoptée aussi dans la République fédérative socialiste de Yougoslavie.

Depuis des siècles - aussi bien avant l'apparition et le développement du capitalisme lorsqu'a commencé la formation des nations, qu'à l'époque postérieure postérieure - la population de l'actuel département de Blagoevgrade s'est toujours considérée comme faisant partie intégrante du peuple bulgare; elle a maintes fois exprimé sans équivoque son origine nationale bulgare, elle a eu et continue d'avoir une conscience bulgare, un sort historique commun et des luttes communes avec le reste de la population du pays. Comme résultat des guerres des années 1912-1913, cette population a obtenu sa libération nationale du joug ottoman. Incluse dans les limites de la Bulgarie, elle a poursuivi son développement historique naturel en tant que partie intégrante de la nation bulgare.

Cette région a été un des foyers de la lutte rigoureuse menée de longues années durant par le peuple bulgare pour sa libération nationale et sociale. Cette région a donné le jour à toute une pléiade de militants révolutionnaires nationaux, sans lesquels il est difficile de s'imaginer notre histoire ancienne et moderne. Il suffit de mentionner les noms de Dimitre Blagoev et de Georges Dimitrov, leaders du mouvement ouvrier et communiste bulgare; et celui de Gueorgui Traikov, leader de l'Union agrarienne en Bulgarie.

Vers la fin de la deuxième guerre mondiale la partie yougoslave a revendiqué l'annexion de la région de Pirin à la Yougoslavie. A cette époque-là, dans les conditions de la situation internationale grave de la Bulgarie, cette question a elle aussi fait l'objet des pourparlers que les deux pays ont menés en liaison avec les préparatifs en cours pour la réalisation de l'idée bien connue d'une fédération slave méridionale. Violant les principes léninistes du problème national, par suite d'une pression continue, une campagne énergique a été déchaînée pendant cette période en vue d'imposer, par voie coercitive, une autre conscience nationale, non bulgare, à la population de la région de Pirin. Dans cette campagne, contrairement aux accords bilatéraux, la partie yougoslave s'ingérait par des méthodes et des moyens différents, dans les affaires intérieures de la Bulgarie. Il existe une documentation riche sur ces actes, et des témoins des événements de cette époque-là sont encore vivants.

Les résultats des recensements - les seuls recensements que l'on cite en Yougoslavie - ont été obtenus précisément en conséquence de cette situation anormale.

Une fois créées des conditions permettant l'expression libre de la volonté de la population du département de Blagoevgrade, celle-ci a de nouveau, comme toujours dans le passé, manifesté clairement et catégoriquement sa conscience nationale bulgare et a prouvé qu'elle est une partie organique et intégrale de la nation bulgare. Une illustration convaincante en sont les données recueillies lors des recensements effectués en 1965 et en 1975, l'enthousiasme et la participation massive de cette population aux référendums pour approuver la nouvelle Constitution de la République populaire de Bulgarie (1971).

On voit à quel point il est absurde de fonder des prétentions à certaines parties de la population d'un Etat voisin sur les seules données de deux recensements effectués au cours d'une décennie, en les isolant du contexte de la situation concrète dans laquelle ils ont été effectués, lorsqu'on imagine quel serait le résultat si l'on attribuait une importance politique actuelle aux statistiques turques, françaises, russes, anglaises, américaines, serbes, allemandes, roumaines et tchèques bien connues ou bien aux autres statistiques et enquêtes internationales du XVIIIe, XIXe et du XXe siècle qui témoignent de l'appartenance nationale bulgare de la partie prédominante de la population macédonienne pendant les siècles ...

Les documents du onzième Congrès de la Ligue des communistes yougoslaves contiennent des revendications de "récupération des droits omis" dont la "minorité nationale" macédonienne bénéficiait dans la République populaire de Bulgarie au début de la période d'après-guerre. Il existe des documents conjoints sur les conversations bilatérales bulgare-yougoslaves au niveau du parti et de l'Etat, menées pendant les périodes respectives. Nulle part - ni dans ces documents, ni dans la législation intérieure de la République populaire de Bulgarie, ni dans les accords ou les traités bilatéraux ou multilatéraux internationaux signés par notre pays, quels qu'ils soient, il n'est question de quelque "minorité macédonienne" en Bulgarie. Et la partie yougoslave le sait très bien.

Les faits et les documents historiques incontestables, de même que les multiples manifestations libres et bénévoles d'une conscience nationale bulgare de la part de la population du département de Blagoevgrade, dans le passé et de nos jours, témoignent de la manière la plus catégorique et indubitable qu'il n'y a jamais eu en Bulgarie et qu'il n'y a aucune "minorité nationale macédonienne", qu'il n'y a pas de population slave qui diffère de la nation bulgare par son origine ethnique, par sa langue et sa culture, par son mode de vie et sa religion. Chacun peut venir chez nous et s'en convaincre.

Voilà pourquoi pour nous cette question n'est pas une question en suspens. Pour nous, elle n'existe pas ni sur le plan intérieur, ni le plan international. Nous l'avons abordée et nous l'abordons uniquement dans la mesure où elle est posée

/...

incessamment par la partie yougoslave aussi bien dans le cadre de l'examen des relations bilatérales qu'à des forums internationaux.

La troisième question de principe concerne la façon d'aborder l'histoire. Il existe sous ce rapport, on le sait, des problèmes difficiles, hérités du passé compliqué et contradictoire des Balkans. Nombre de faits et d'événements de ce passé sont interprétés par les deux parties d'une manière différente et opposée.

Comment faut-il agir dans cette situation? La position du parti communiste bulgare et de la République populaire de Bulgarie sur cette question est claire : les questions de la science ne peuvent et ne doivent être résolues que dans le cadre et par les moyens de la science. Les différences d'interprétation des faits et des événements du passé historique doivent faire l'objet d'une étude scientifique et d'une discussion libre et objective. Elles doivent faire l'objet d'une discussion scientifique correcte entre les spécialistes de l'histoire à des rencontres bilatérales, aux forums scientifiques et théoriques et dans les éditions scientifiques respectives des deux pays. De toute évidence, les divergences de ce genre ne pourraient pas être résolues par une voie politique moyennant l'imposition d'une thèse ou d'une autre et, encore moins, lorsqu'elles sont traitées par les médias.

Tel est l'élément essentiel des positions bulgares sur les questions en suspens dans les relations entre la République populaire de Bulgarie et la République fédérative socialiste de Yougoslavie. Positions qui sont bien connues de la partie yougoslave. Nous n'avons pas passé sous silence, ni éludé, ni sous-estimé les questions en suspens. Au contraire, nous avons proposé et nous proposons des principes et des voies réalistes et mutuellement acceptables pour leur solution.

Les conversations bilatérales tenues ces dernières années prouvent néanmoins que l'approche de la partie yougoslave manque de suite et d'esprit constructif.

En 1975, à Helsinki, les camarades Todor Jivkov et Josip Broz Tito se sont mis d'accord pour constituer un groupe de travail mixte, chargé des préparatifs d'une rencontre au sommet dans le but de porter le développement des relations entre les deux pays à une nouvelle étape supérieure.

Les séances du Groupe de travail mixte ont eu lieu, on le sait, à Sofia, au mois de septembre 1976. Les deux délégations ont qualifié cette rencontre de nécessaire et d'utile. Sur une proposition avancée par la partie yougoslave il a été décidé que la suivante rencontre du Groupe de travail mixte aurait lieu à Belgrade pour poursuivre les préparatifs des documents relatifs à une rencontre au sommet. Les résultats des conversations ont été appréciés positivement par les organismes compétents bulgares. Par l'intermédiaire de ses représentants officiels, la direction yougoslave leur a donné la même évaluation.

/...

Néanmoins, la partie yougoslave a révisé plus tard cette appréciation ainsi que son consentement à poursuivre les préparatifs d'une rencontre au sommet. En même temps, lors d'une conférence de presse accordée en avril 1977 à Zagreb, le chef de la délégation yougoslave au Groupe de travail mixte a lié la poursuite du dialogue à la condition préalable exigeant qu'une "évolution déterminée" se produise dans la position de la partie bulgare sur les questions en suspens. Cette demande qui, pour son essence, a le caractère d'un ultimatum, a été reprise par les médias yougoslaves.

Il s'ensuivit une brusque escalade de la campagne de pression sur la République populaire de Bulgarie et le parti communiste bulgare, déchaînée en Yougoslavie par les médias, à des forums internationaux et par d'autres moyens, dans le but d'imposer à la partie bulgare des positions et des prétentions inacceptables et mal fondées.

Cette pratique et cette attitude contredisent brutalement la Charte des Nations Unies et l'Acte final d'Helsinki.

Le onzième Congrès de la Ligue des communistes yougoslaves a confirmé et renforcé nettement cette ligne et l'a élevée au rang de politique du parti et de l'Etat.

Les dispositions relatives aux relations bulgare-yougoslaves approuvées par le onzième Congrès de la Ligue des communistes yougoslaves, la Déclaration du Secrétariat fédératif aux affaires étrangères de la République fédérative socialiste de Yougoslavie du 29 juin de cette année, la publication des projets de documents de 1976, de même que la campagne de propagande antibulgare qui s'ensuivit, ne pourraient être qualifiées que d'une tentative de voiler le fait que la partie yougoslave rejette catégoriquement la proposition claire et précise de la partie bulgare de respect mutuel des réalités des deux côtés de la frontière, du droit de la population à décider seule de son appartenance nationale, de renoncement mutuel aux prétentions territoriales et de confirmation du principe de l'inviolabilité des frontières.

La Bulgarie socialiste considère la reconnaissance des réalités territoriales d'après guerre et l'inviolabilité des frontières existantes comme étant la condition principale pour la garantie de la paix et de la sécurité. S'appuyant sur l'importance primordiale de cette question, la partie bulgare, guidée par le désir de détendre la situation et de faire un pas vers la consolidation de la confiance mutuelle, s'est engagée, comme il est déjà connu, dans une nouvelle initiative. Dans son discours prononcé le 15 juin cette année à Blagoevgrade, le camarade Todor Jivkov a déclaré : "Nous sommes prêts à signer une déclaration conjointe par laquelle la République populaire de Bulgarie et la République fédérative socialiste de Yougoslavie confirmeraient solennellement le principe de l'inviolabilité des frontières et le renoncement à toute prétention territoriale. Nous sommes prêts à le faire immédiatement, sans conditions et sans ajournement. Pourvu que la partie yougoslave soit d'accord - je suis prêt moi personnellement à me rendre dès demain à Belgrade afin qu'avec le camarade Tito nous apposions nos signatures au bas d'un tel document".

/...

Dans le monde entier, le discours du camarade Todor Jivkov à Blagoevgrade et les propositions qu'il contient ont été compris et considérés comme une initiative importante de la République populaire de Bulgarie orientée vers une amélioration des relations avec la République fédérative socialiste de Yougoslavie.

Par la déclaration du Secrétariat fédératif aux affaires étrangères de la République fédérative socialiste de Yougoslavie, notre proposition relative à la confirmation immédiate et inconditionnelle de l'inviolabilité des frontières et au renoncement mutuel aux prétentions territoriales a été rejetée. En outre, si paradoxal qu'il soit, on y impute à la partie bulgare des "prétentions territoriales" envers la Yougoslavie, tandis que la publication des projets de documents yougoslaves de 1976 vise manifestement à conférer un caractère d'authenticité à cette accusation.

Tous les documents relatifs aux contacts et aux pourparlers menés jusqu'à présent sur les problèmes des relations bilatérales sont disponibles. Ni auparavant, ni dans les conversations menées en 1976, ni dans le discours du camarade Todor Jivkov prononcé à Blagoevgrade, ni dans les activités pratiques de la République populaire de Bulgarie, si minutieusement que l'on cherche, on ne pourrait trouver de motifs quelconques pour des accusations pareilles.

Les faits prouvent le contraire. La déclaration même du Secrétariat fédératif du 29 juin cette année démontre que c'est précisément la partie yougoslave qui lie la question relative à l'inviolabilité des frontières et le renoncement à des prétentions territoriales avec la condition que la République populaire de Bulgarie reconnaisse la "minorité macédonienne" en Bulgarie. Nous rejetons un tel engagement car il est absolument inacceptable. Nous ne pouvons le qualifier autrement que d'expression d'aspirations territoriales dissimulées envers la République populaire de Bulgarie.

Lorsqu'il s'agit de frontières et de territoires, la République populaire de Bulgarie ne peut pas accepter de conditions, quelles qu'elles soient. Mettre sur un tel plan la question des frontières après la deuxième guerre mondiale et après Helsinki, est aussi dangereux qu'inadmissible.

De toute évidence, en suspens reste la question de savoir si la partie yougoslave est disposée ou non, sans conditions et sans ajournement, à ce que la République populaire de Bulgarie et la République fédérative socialiste de Yougoslavie confirment l'inviolabilité des frontières et leur renoncement à des prétentions territoriales? Il est logique de poser aussi une autre question - cette pratique et cette attitude de la partie yougoslave à l'égard de la Bulgarie socialiste voisine, sont-elles compatibles avec le rôle de la République fédérative socialiste de Yougoslavie dans le mouvement des pays non alignés et avec les principes qu'elle proclame au sein de ce mouvement, notamment les principes du respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'égalité des droits, de la non-ingérence dans les affaires intérieures et de l'intégrité territoriale dans les relations entre Etats? Ou bien la politique de la République fédérative socialiste de Yougoslavie comprend deux mesures qui s'excluent réciproquement :

/...

l'une appliquée lorsqu'il s'agit de déclarer des principes devant les représentants de pays lointains, participants au mouvement des non alignés, et une mesure tout autre lorsqu'il s'agit d'appliquer les mêmes principes dans les relations avec des pays voisins.

Comme il est évident, il y a dans les positions et dans l'attitude des deux pays à l'égard de questions de principe importantes relatives à leurs relations bilatérales, des différences radicales.

Quelle devrait être alors la voie correcte et réaliste à entreprendre pour trouver des solutions mutuellement acceptables des questions qui engendrent les difficultés dans les relations bulgare-yougoslaves?

Les questions en suspens ne peuvent être discutées et résolues avec succès que dans un esprit de respect et de considération mutuels, par la voie d'un dialogue amical, calme et patient, comme il sied de faire entre deux Etats égaux, souverains et indépendants, en prenant en considération le fait que la Bulgarie et la Yougoslavie sont des Etats socialistes qui ont non seulement des intérêts nationaux, mais encore une responsabilité internationale de la cause commune du socialisme et de la paix.

Les questions en suspens sont résolues de la façon la plus heureuse dans les conditions d'un développement multilatéral de la coopération et des contacts. Ce développement représente une condition nécessaire pour la meilleure connaissance mutuelle, pour la consolidation de l'entente et de la confiance - condition qui crée une atmosphère favorable à la discussion calme et constructive des questions en suspens.

Notre pays oeuvre d'une façon conséquente et constructive pour surmonter les difficultés qui empêchent la solution des questions en suspens. Il a manifesté maintes fois sa disposition à ce qu'on arrive à une solution immédiate, intégrale et définitive des questions en suspens sur la base du respect mutuel de la volonté de la population elle-même et de la reconnaissance des réalités des deux côtés de la frontière.

Etant donné qu'évidemment la partie yougoslave n'est pas prête à une solution immédiate des questions en suspens, sur une telle base, il ne reste que la possibilité de chercher cette solution avec persistance et des efforts systématiques, bien que prolongés, de la part des deux pays.

Vu cette situation, la partie bulgare a proposé et propose une fois de plus que les deux parties se mettent d'accord pour étudier, éclaircir et trouver conjointement des positions mutuellement acceptables et scientifiquement fondées sur les questions en suspens, pour organiser la commémoration concertée et conjointe d'événements remarquables et d'anniversaires de personnalités éminentes de l'histoire du peuple bulgare et des peuples yougoslaves.

/...

Il est indispensable d'exclure la polémique et les informations tendancieuses, d'assurer, grâce aux médias, des informations objectives, bienveillantes et bien intentionnées sur la situation dans les deux pays.

Ce sont les seules voies réelles qui permettraient de trouver des solutions mutuellement acceptables sur les questions dites en suspens.

Comme il est évident, la partie bulgare ne propose pas d'"immobiliser" ou de "conserver" les questions en suspens. Elle se déclare en faveur des efforts conjugués et consciencieux, orientés vers leur solution. Mais, puisqu'il s'agit de deux Etats souverains et indépendants et non pas d'Etats vassaux l'un de l'autre, si nous voulons développer des relations de bon voisinage et de coopération, nous devons mener des pourparlers sur un pied d'égalité. La République populaire de Bulgarie est toujours prête à un tel dialogue constructif.

✕

✕ ✕

Telles sont, dans leurs grandes lignes, les positions de principe de la politique du parti communiste bulgare et de la République populaire de Bulgarie sur les relations bulgare-yougoslaves, y compris la solution des questions en suspens. Ces positions ont été exposées plusieurs fois et à des niveaux différents devant la partie yougoslave. Elles restent en vigueur.

Dans son discours prononcé le 15 juin cette année à Blagoevgrade, Todor Jivkov, premier secrétaire du Comité central du parti communiste bulgare et président du Conseil d'Etat de la République populaire de Bulgarie, soulignait :

"Le parti communiste bulgare et la République populaire de Bulgarie sont animés d'un désir sincère, d'une bonne volonté et de la résolution de développer les relations entre nos pays socialistes voisins, entre nos partis et nos peuples, dans tous les domaines de la vie, sur une large base et sur de grandes échelles qui correspondent à nos intérêts communs. De la part de la Bulgarie il n'y a aucun obstacle au développement de telles relations."

Le parti communiste bulgare et la République populaire de Bulgarie ne réduisent pas leur politique à l'égard de la Ligue des communistes yougoslaves et de la République fédérative socialiste de Yougoslavie uniquement aux questions en suspens, desquelles, bien entendu, ils se rendent réellement compte. Chez nous, cette politique fait l'objet d'un examen plus vaste, plus complet, et couvre l'ensemble des problèmes liés au développement multilatéral des relations politiques, économiques et culturelles entre nos deux pays socialistes voisins.

/...

La ligne de notre parti et de notre Etat à l'égard de la Ligue des communistes yougoslaves et de la République fédérative socialiste de Yougoslavie est une ligne que nous avons suivie infailliblement, à l'époque où Georges Dimitrov était à la tête du parti et de l'Etat, et que nous suivons toujours et sans écart depuis déjà plus de deux décennies après le plénum d'avril du Comité central du parti communiste bulgare. Cette ligne est conséquente et durable et ne se laisse pas influencer par des considérations de conjoncture.

Sofia, le 24 juillet 1978
